

l'éco

de Plaine Commune

DÉC. 2019

Le journal économique de l'Établissement public territorial

n°52

L'ÉVÈNEMENT

P 2

Appel à projets Economie sociale et solidaire : 13 ans déjà et 13 lauréats



© W. VAINOUEUR

TALENTS

P 9

EUROMEDIA, dans les coulisses du sport sur petit écran

Installée à La Plaine, cette société est une des références mondiales pour la captation et la réalisation d'images sur le sport à la télévision.



© L. ALLAVOINE

FORMATION

P 10

Paris 2024 : toutes championnes, tous champions

La première promotion du dispositif Paris 2024 : toutes championnes, tous champions est lancée.

LE VILLAGE OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE SE DESSINE

Ces derniers jours, le projet du Village olympique et paralympique a connu des avancées significatives. Les groupements chargés de construire le village sur la partie audoisienne ont été choisis. Sur L'Île-Saint-Denis, les projets candidats sont désormais connus. Au-delà du rendez-vous olympique en 2024, ce village est conçu comme un grand quartier à vivre dès 2025.

P 6



© A. BROTTI

Un nouveau quartier pour les habitants

Didier Paillard,
vice-président en charge
du développement économique

En cette fin d'année, le voile est enfin levé sur la future physionomie du village olympique. Élus et aménageurs ont récemment choisi les groupements de promoteurs et d'architectes qui réaliseront ce futur quartier de ville. Car c'est bien ainsi qu'a été conçue la participation de Plaine Commune à l'accueil des Jeux de Paris 2024 : les équipements nécessaires aux Jeux doivent s'insérer dans une programmation urbaine préexistante qui bénéficiera aux habitants et aux usagers du territoire. À l'issue des compétitions olympiques, le Village olympique et paralympique sera donc transformé en un nouveau quartier, avec 2 200 logements familiaux diversifiés, des lieux d'activités économiques, des commerces et des espaces verts.

Mais l'héritage des Jeux commencera avant même la tenue des compétitions. L'ensemble des maîtres d'ouvrage ont en effet signé une charte d'engagement en faveur de l'emploi et du développement économique local : 10% des heures travaillées à réserver à l'insertion professionnelle, 25% du montant des marchés pour les TPE/PME et structures de l'ESS, et des chantiers exemplaires (sécurité, prévention et santé, lutte contre le travail illégal, etc.).

Ensemble, les villes de Plaine Commune travaillent à faire de cet événement planétaire une réussite locale.

RDV

13 AU 22 DÉCEMBRE

Foire des savoir-faire solidaires de Saint-Denis, sur le parvis de la basilique Saint-Denis.

21 DÉCEMBRE

Foire des savoir-faire de Stains, 10 h à 18 h, place Marcel-Pointet.

L'ÉVÉNEMENT



Femmes A.C.T.I.V.E.S.,
une des 13 structures lauréates de
l'appel à projets ESS de Plaine Commune.

APPEL À PROJETS ESS : 13 ANS ET 13 LAURÉATS

Depuis 13 ans, Plaine Commune soutient financièrement les porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire. 13 d'entre eux ont été retenus, cette année, dans le cadre de l'appel à projets ESS organisé par Plaine Commune.

Cela part souvent de là : on prend conscience d'un besoin social dans son quartier ou dans sa ville, on imagine une façon innovante d'y répondre et en y réfléchissant, on se voit bien construire soi-même la solution trouvée. Depuis 2007, date du premier appel à projets lancé par Plaine Commune, de nombreuses associations, coopératives, entreprises commerciales labellisées ESS, déposent un dossier pour bénéficier d'un coup de pouce financier et d'un accompagnement, grâce aux différents partenaires de l'opération.* D'abord plus modeste - 15 000 € -, le montant de l'enveloppe a été plus que multiplié par 7 en treize ans pour atteindre 110 000 euros cette année, financés par Plaine Commune. Ce qui a permis d'augmenter le nombre de projets lauréats : 26 au total. Des emplois qu'on ne peut pas délocaliser ont été créés et, chaque année,

l'étude des dossiers démontre qu'on peut concevoir un autre modèle économique où les biens vendus et les services échangés intègrent une dimension sociale importante, et qu'une consommation responsable répond également aux enjeux environnementaux d'aujourd'hui. En 2019, une cinquantaine de structures ont donc voulu saisir ce levier et la liste des lauréats vient de tomber. Ils sont 13, dans trois catégories différentes : démarrage, coopération et développement.

La blague que tout le quartier va connaître

« Lors de la Parade des lanternes, se souvient Julie, avec Alexia et Stéphanie, on tenait le bar en bénévoles. Et sur le mode de la blague on parlait d'en ouvrir un dans notre quartier. » Un an plus tard c'est chose faite et le café

associatif « La Blague » a été inauguré début novembre à la Maladrerie, à Aubervilliers. Les trois jeunes femmes avaient bien repéré qu'il manquait un lieu de convivialité de proximité mais n'avaient pas imaginé à quel point : « ça ne désemplit pas. On fait déjà quinze couverts tous les midis ! » Un café, mais aussi un endroit où pratiquer des activités, ouvert à toutes et tous : théâtre, apéro-tricot, cours de français langue étrangère, broderie ou réparation de vélos... La dotation de Plaine Commune, dans la catégorie « démarrage » a été augmentée pour le volet égalité femmes-hommes du projet.

À la force du mollet

Riders social club veut, quant à lui, développer un modèle social et économique à l'opposé de celui des plateformes type Uber ou Deliveroo. « À la permanence d'insertion de l'association Coïncide, explique Julien, que Mamadou et moi avons fondée à Saint-Denis, des jeunes nous demandaient de les aider à créer leur auto entreprise pour pouvoir travailler pour ces plateformes. On savait qu'ils y trouveraient de très mauvaises conditions et on a cherché à faire autrement, plus responsable socialement. » Le projet a été retenu dans la catégo-

rie « coopération » car il a rejoint la fédération européenne de coopératives CoopCycle, qui porte le même choix militant, celui d'une organisation du travail alternative, pour lutter contre la précarisation extrême imposée par les plateformes numériques.

100 % goût

Leurs confitures s'appellent Re-Belle en signe de révolte contre le gaspillage alimentaire qui fait jeter fruits et légumes certes moches, mais mûrs, de saison et goûteux. Cuisinés artisanalement à Aubervilliers, les pots ont trouvé leur place sur les étals. Alimentation responsable, circuits courts et emplois via la réinsertion, le bilan d'étape de l'aventure commencée en 2015 était déjà positif. « Grâce à une cuisine mobile, nous voulions lancer des ateliers sucrés dans les entreprises du territoire ou les écoles pour transmettre notre expérience » indique Charlotte. Et c'est ce qui a fait pencher la balance pour ce dossier dans la catégorie « développement ».

*ADIE, BNP, Crédit Coopératif, ÉPICÉAS, la Miel, la NEF, OFQJ, Cité Phares, URSCOP.

EN
BREF

ACTU

Première pierre de l'Industreet



La première pierre de l'Industreet de la Fondation Total a été posée le 19 novembre dernier dans la Zac du Bois-Moussay, à Stains et à Pierrefitte-sur-Seine. Cette école, destinée à former les jeunes de 18 à 25 ans aux métiers de l'industrie de demain, partagera le Campus Urban Valley avec l'Engie Lab Crigen. Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, Patrick Pouyannet, le PDG de Total ainsi que de nombreux élus et élus du territoire de Plaine Commune, étaient présents pour l'événement. Tous ont rappelé l'importance de l'emploi, particulièrement chez les jeunes. L'Industreet ouvrira ses portes en octobre 2020 et formera quelque 400 jeunes chaque année.

EMPLOI

Rencontres PCP la Miel

Les Rencontres de Plaine Commune Promotion (PCP) et de la Miel se dérouleront le 17 décembre prochain, de 8h à 14h30, à l'Usine de Saint-Denis. Une demie journée pour créer des liens entre partenaires et débattre sur le village des Athlètes pour les Jeux de Paris 2024.



DU CÔTÉ DES TPE

PREMIÈRE LIGNE SÉCURITÉ : LA FORCE DE L'EXPÉRIENCE

1^{ère} ligne sécurité est née à Saint-Denis, il y a 25 ans. Une éternité pour ce genre d'entreprise de 70 permanents qui sait s'adapter pour faire face à toutes les facettes du métier. Marc Si Fodil en retrace l'histoire, qui se confond avec la sienne puisqu'il en est l'un des fondateurs.

Marc Si Fodil a fait carrière par hasard. « J'ai raté le rendez-vous du concours de l'école Boule -une école parisienne de design et de métiers d'arts- et il me fallait un job. » Il le trouve dans une entreprise qui sécurise, entre autres, les circuits auto et moto. On l'envoie au Castelet, à Cannes, Monaco... « J'ai toujours eu une âme d'ange gardien, déjà à protéger mes camarades dans la cour d'école ! » Avec aussi l'assurance que donne la pratique du judo. Entrer dans le job par cette porte plutôt que par celle d'une boîte de nuit comme videur est plus enthousiasmant et le pousse à en faire son métier, qu'il apprend sur le tas. « À l'époque, au milieu des années 80, les entreprises pouvaient recruter sans formation spécifique, par exemple des étudiants de grandes écoles qui parlaient deux langues étrangères et avaient une carrure de joueurs de rugby qu'ils pratiquaient en amateur. » Il ne faut d'ailleurs pas chercher plus loin le nom de la boîte qu'il monte en 1994 avec un autre Dionysien, Olivier Glévéo.

« On est en première ligne, mais on s'appuie sur les valeurs du sport : l'esprit d'équipe, de solidarité. » À l'opposé d'autres entreprises de sécurité qui recrutaient plutôt des colosses inquiétants.

La profession se structure

Pour moraliser la profession et la réglementer, la loi Loppsi 2 de 2011 exige une formation de base d'un mois, à la suite d'une enquête poussée de moralité, matérialisée par un dossier envoyé au Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS). Ce service de police administrative, rattaché au ministère de l'Intérieur valide le tout par une carte professionnelle numérotée renouvelable. « On peut perdre sa carte à n'importe quel moment s'il y a une condamnation, que ce soit pour une conduite en état d'ébriété ou une pension alimentaire non versée » souligne Marc Si Fodil. Un sésame pour travailler avec l'ère ligne, même pour les agents de sécurité incendie qui légalement n'ont besoin que de leur formation SSIAP (Service sécurité incendie

et assistance aux personnes). Et Marc Si Fodil se spécialise de plus en plus : « sur la carte de chaque maître-chien le nom de l'animal figure aussi puisque cette formation supplémentaire se fait à deux : homme-chien. Souvent on devrait dire femme-chien, car c'est plutôt par cette spécialité que le métier se féminise et c'est une bonne chose. »

Portée par les grands projets

Marc Si Fodil tient, également, à préserver la place des femmes et des hommes dans son secteur d'activité. « La technologie ne remplacera jamais l'humain, assure-t-il. Avouant, également, privilégier les missions durables et pérennes ». Seule façon de résister à cette ubérisation qui menace le secteur. « Ce qui se passe autour de la gare Pleyel est, pour l'instant, plus intéressant pour l'activité de mon entreprise que les Jeux 2024. Mais dans quelques mois, après Tokyo 2020, je suis persuadé que les Jeux deviendront plus concrets et que les habitants y verront l'opportunité de créer leur boîte, de participer. Nous-mêmes, à l'ère ligne, on a grandi de cette façon avec ce territoire, en sécurisant les événements festifs et sportifs de la ville puis de Plaine Commune. Ça a contribué à forger notre savoir-faire : la coupe du monde de foot de 98, les championnats du monde d'athlétisme, la coupe du monde de rugby 2007, l'Euro 2016... La Seine-Saint-Denis n'a rien à envier au reste du monde en ce qui concerne l'organisation. »



TERRE DE CRÉATION

YES SIR, UN PONT ENTRE SAINT-OUEN ET SAN FRANCISCO

Implantée depuis peu dans le quartier des Rosiers à Saint-Ouen-sur-Seine, la société de communication audiovisuelle vient d'ouvrir des bureaux à San Francisco.

Invitée par Plaine Commune, début novembre, à la 37^e édition du salon Satis, dédié aux technologies innovantes autour de la création audiovisuelle, Yes Sir a fait grande impression. Il faut dire qu'en treize ans d'existence, l'entreprise n'a cessé de croître et d'innover. Yes Sir, c'est avant tout une rencontre. Celle de François Cusset, Bertrand Dève et Damien Gouilly-Frossart, trois associés venant d'univers différents, mais complémentaires : le monde de la télé pour le premier, celui de la réalisation et de la pub pour les deux autres. Ensemble, ils rêvent d'une « entreprise idéale, mêlant business avec engagements culturels et sociétaux ». Installée depuis

peu rue des Rosiers à Saint-Ouen-sur-Seine, Yes Sir est aussi née d'une envie de proposer des contenus originaux. D'abord, la réalisation et la production de fictions et de films documentaires pour des plateformes comme Spicée et pour de grands groupes audiovisuels (France Télévision, Canal +, etc.).

Un projet transmédia

Objectif : piquer la curiosité du public, en proposant des contenus inédits, de haute qualité. Parmi ses plus grandes réussites, le projet transmédia *Sarcellopolis* qui retrace l'histoire de la

ville de Sarcelles, devenue dans les années 1960 l'un des symboles de la politique des grands ensembles. Vainqueur du visa d'or au festival *Visa pour l'image* à Perpignan, ce webdocumentaire a aussi pris la forme d'un documentaire radio pour France Culture et d'un film de 52 minutes pour la télévision. La ruche audonienne de Yes Sir fait travailler sept collaborateurs à temps plein et une vingtaine d'auteurs-réalisateurs créatifs. Ensemble, ils proposent également ce qu'on appelle du *brand content*. Comprenez, du contenu pour les annonceurs. « Mais attention », prévient le dirigeant-fondateur François Cusset, « il ne s'agit pas de faire de la pub, mais d'imaginer des contenus intéressants plutôt qu'intéressés ». Un exemple ? Yes Sir a réalisé un documentaire éclairé sur l'électricité pour le constructeur tricolore PSA, qui entre dans la course des *cleans technologies*.

Stratégies d'attraction clé en main

La filiale Yes Sir Human planche, quant à elle, sur la communication d'entreprise. Un travail de conseil qui se traduit par des recommandations concrètes : « Nous proposons des stratégies d'attraction clé en main à nos clients, afin de les aider à attirer et fidéliser leurs talents ». Vidéos métier, communication sur les réseaux sociaux, travail sur l'image et la ligne éditoriale... Yes Sir fourmille d'idées. Forte de ses succès, l'entreprise a récemment ouvert une annexe de l'autre côté de l'Atlantique, en plein cœur de la ville d'avant-garde de San Francisco. « Entre solutions créatives et innovations technologiques, c'est l'une des villes les plus intelligentes du monde », avance François Cusset pour expliquer son choix de s'implanter sur place. « C'est aussi là-bas que se trouve la plus grosse communauté française à l'étranger ». Objectif affiché : accélérer le développement de l'entreprise à l'international et créer des ponts entre Saint-Ouen-sur-Seine et San Francisco. 150 jours après son installation, l'entreprise peut se targuer d'avoir déjà décroché un contrat avec les champagnes Roederer. Avec 1 million d'euros de chiffre d'affaires, Yes Sir poursuit irrésistiblement son ascension. Parmi les projets en perspective à ce jour, le développement de séries documentaires, de fictions et de docu-fictions avec des procédés à la pointe de l'innovation (archives restaurées, colorisées et images d'animation).

M.S.



Yes Sir, 14 rue des Rosiers à Saint-Ouen-sur-Seine.
Plus d'infos : www.yessirfilms.com

LE VILLAGE OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE SE DÉVOILE

Les lauréats pour la construction du secteur audonien du futur Village olympique et paralympique sont désormais connus. Les projets candidats pour la construction des phases 2 et 3 de l'Écoquartier fluvial à L'Île-Saint-Denis, qui accueillera une partie du Village des athlètes, ont été présentés aux habitants le 28 novembre dernier. Le futur Village olympique et paralympique dévoile donc ses formes. Et elles s'avèrent bien conformes aux attentes suscitées par ce projet emblématique des Jeux 2024.

Un véritable quartier de vie

Plaine Commune et les villes concernées par le Village olympique et paralympique voulaient un projet urbain répondant à tous les usages de la ville de demain. Les deux projets retenus pour la construction du secteur audonien du village et les deux projets candidats pour le prolongement de l'aménagement de l'Écoquartier fluvial proposent un véritable équilibre entre la création de nouveaux logements, de commerces, de surfaces de bureaux, d'espaces et de services publics. En 2025, le Village des athlètes laissera bien la place à un véritable quartier de vie accueillant, au total, quelque 6 000 nouveaux habitants et 6 000 salariés.

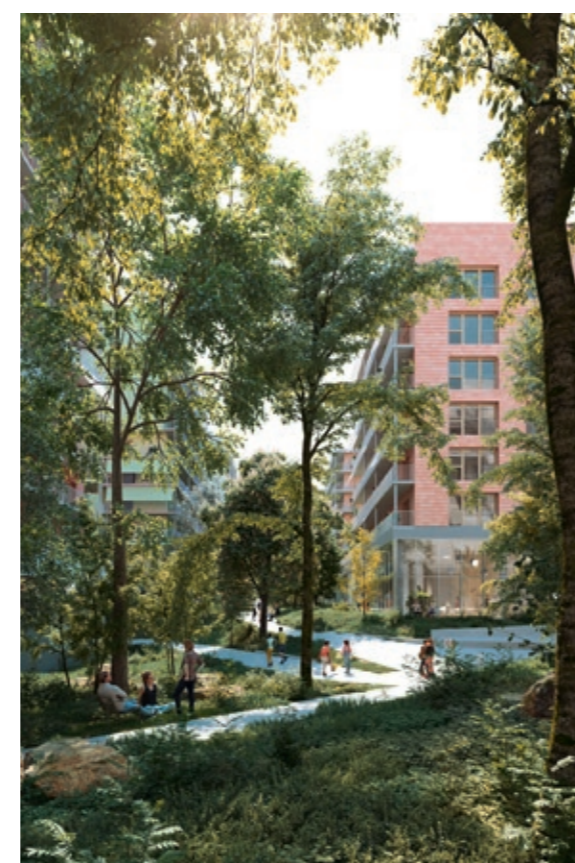
Une mixité sociale réelle, mais à des degrés différents selon les villes

C'était une crainte chez certains habitants de voir ce village olympique accélérer la gentrification de la petite couronne parisienne. À l'image de ce que beaucoup reprochent aux Jeux de Londres 2012. Sur ce point, une large part est donnée au logement social. À Saint-Ouen-sur-Seine, celle-ci atteindra 25 %. À L'Île-Saint-Denis et à Saint-Denis, toutes deux signataires de la Charte de la construction de Plaine Commune, la part du logement social atteindra 30 % à L'Île-Saint-Denis, et 40 % à Saint-Denis. En ce qui concerne l'accès à la propriété, le prix du mètre carré se situera aux alentours de 4 000 euros à L'Île-Saint-Denis, stationnement compris. Un prix bien en dessous du prix du neuf observé en petite couronne. Pour y parvenir, Plaine Commune et L'Île-Saint-Denis ont tout

simplement appliqué les principes de la stratégie foncière mise en place par Plaine Commune sur son territoire. Une stratégie qui consiste, pour la simplifier, à acquérir le terrain et à le proposer aux promoteurs à des prix très inférieurs aux prix du marché. Un procédé qui permet ainsi de répercuter cette baisse sur le prix de vente. Pour Saint-Ouen-sur-Seine, en revanche, les prix du mètre carré seront conformes à ceux du marché observé en 2019. C'est-à-dire entre 5 500 et 7 500 euros du m².

Une ambition environnementale

L'autre promesse était aussi de faire de ce village olympique et paralympique une référence en matière environnementale. À l'étude des projets lauréats à Saint-Ouen-sur-Seine et des projets candidats pour les phases 2 et 3 de l'Écoquartier fluvial, à L'Île-Saint-Denis, il s'avère qu'un effort particulier a été porté sur la nature des matériaux utilisés. Le bois, issu de forêts françaises, sera ainsi employé massivement. Le béton à faible empreinte carbone sera également présent. Sur la partie audonienne du village, une grande partie de l'énergie sera fournie grâce à l'emploi de pan-



neaux solaires installés sur les toits. Les piétons et les vélos bénéficieront d'aménagements dédiés et les espaces verts occuperont également une place importante. À L'Île-Saint-Denis, une plateforme de transport fluvial sera installée, le temps des travaux, puis sera transformée en une base nautique après les Jeux.

Une opportunité pour l'emploi local

L'emploi du bois de construction à cette échelle va, selon Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à



Perspective du Village olympique et paralympique à Saint-Ouen-sur-Seine.

la Transition écologique et solidaire, « structurer une véritable filière du bois en France et donc créer des opportunités pour la formation et l'emploi local. » Présente, le 22 novembre dernier lors de l'annonce à la presse du choix des groupements pour la construction de la partie audonienne du Village olympique et paralympique, la ministre a souligné les ambitions du projet en matière d'inclusion économique avec 10 % des heures travaillées sur les chantiers réservées à l'insertion professionnelle.

La mobilisation citoyenne fonctionne

Dernier grand enseignement : la mobilisation citoyenne mise en place sur les secteurs de Saint-Ouen-sur-Seine et de L'Île-Saint-Denis a fonctionné. Pour chaque projet candidat, les habitants et les salariés ont pu émettre un avis. Ils étaient plus de 350 lors de la présentation publique organisée par la Solideo, à Saint-Ouen-sur-Seine, et près d'une centaine pour celle proposée par la Sem Plaine Commune Développement, à L'Île-Saint-Denis. Pour chaque rendez-

vous, un questionnaire a été remis aux participants afin qu'ils fassent part de leurs remarques. Les avis ont ainsi été synthétisés puis remis et pris en compte par les différentes instances décisionnaires. Un véritable effort de concertation qui renforce l'impulsion générée par la création du Comité de suivi *Faites vos Jeux !* instauré par Plaine Commune début 2018. Cette démarche de concertation se poursuivra jusqu'en 2025, date à laquelle l'ensemble du Village olympique et paralympique sera définitivement livré aux habitants et aux salariés.

H.C.T.

Que ces projets profitent d'abord aux habitants

« Nous voulions que ces projets profitent d'abord aux habitants. Il y aura des logements, des lieux de travail, des espaces pour créer, se cultiver, se divertir ou faire du sport. Ce sont de vrais quartiers de vie. L'autre point de satisfaction est la place donnée à la parole des habitants. Les différents temps de concertation ont largement mobilisés. C'est une très bonne chose et il faut que cela dure et prenne de l'ampleur. Enfin, il est important de dire que la préférence des habitants s'est portée sur les projets qui ont été retenus par la Commission de sélection. »

Patrick Braouezec,
président de Plaine Commune

Un trait d'union pour la ville et ses habitants

« C'est le Village des athlètes qui s'invite, pendant un temps, dans l'Écoquartier fluvial, et pas l'inverse. Notre ambition a toujours été de faire de l'Écoquartier fluvial une occasion de rassembler les habitants de L'Île-Saint-Denis en créant des continuités urbaines et de nouvelles solidarités. C'est tout le sens des futurs équipements que seront la base nautique et la Cité des arts. Je pense que ces prochaines années vont être compliquées à traverser en raison des travaux, mais je reste persuadé que ces Jeux sont une superbe opportunité pour notre territoire et ses habitants. »

Mohamed Gnabaly,
maire de L'Île-Saint-Denis

Calendrier

2021-2023 : phase de travaux

Fin 2023 : livraison des ouvrages pour les Jeux

2024-2025 : phase de transformation du Village des athlètes en un nouveau quartier

2025 : livraison du village olympique et paralympique aux habitants et aux salariés

LES CHIFFRES CLÉS

16 500 athlètes et accompagnants seront logés sur le village le temps des Jeux.

140 000 m² d'activités, de bureaux et de services seront construits sur le village dont 3 500 m² de commerces.

9 000 m² d'équipements publics seront construits sur le village

UN NOUVEAU DÉPART POUR LA MANUFACTURE D'ÉPINAY

Contrainte de déménager en raison de la construction du futur village olympique et paralympique, la société **A table** a trouvé son nouveau cocon à Épinay-sur-Seine, dans l'ancienne manufacture des confitures **Bannier**. Un nouveau départ pour cette PME très ancrée dans le territoire.

Marie-Anne Canto a eu un coup de cœur en voyant le bâtiment qui abritait l'ancienne manufacture des confitures Bannier, à Épinay-sur-Seine. La bâtisse de briques rouges était dans un état déplorable. « Mais quel potentiel ! », assure la cheffe d'entreprise. « Installée en bord de Seine, dans ce cadre incroyable... Et puis surtout, ce que l'endroit symbolise. Un lieu de travail qui abritait des confitures renommées dans la France entière. » Un endroit idéal pour installer **A table**, son entreprise de traiteur pour événements d'entreprises. Ou plutôt pour la réimplanter. « Fin 2017, Plaine Commune nous a annoncé que nous devions déménager en raison des Jeux 2024. Nous nous y attendions car notre entreprise était en plein cœur du futur village olympique. » Marie-Anne et son équipe ont alors prospecté. « Nous avons visité une quinzaine de

sites, tous en Seine-Saint-Denis, un territoire auquel nous sommes extrêmement attachés et dans lequel nous créons de l'activité depuis plus de 20 ans. »

Bientôt l'agrément ESS

Réhabiliter cet immense ensemble « n'était pas forcément la plus raisonnable des choses », admet Marie-Anne. D'autant qu'en matière de fabrication alimentaire les normes d'hygiène et sécurité sont drastiques en France. Ainsi, un laboratoire a été fabriqué et adjoint au bâtiment historique. Côté ambiance, l'ancienne cheminée a été sauvegardée et campe désormais au milieu du futur showroom. Tout a été fait également afin que la construction réponde aux normes HQE. Des travaux ambitieux et un investissement très lourd pour cette entreprise

Marie-Anne Canto,
fondatrice et présidente d'A Table

« Il était crucial pour nous de rester sur le territoire de Plaine Commune. Ce déménagement de Saint-Ouen-sur-Seine à Épinay-sur-Seine est pour nous un nouveau départ. »

d'une cinquantaine de salariés. « Disons que nous misons sur l'avenir », affirme Marie-Anne Canto. Pour **A Table**, ce changement d'adresse est également un nouveau départ. La société va d'ailleurs changer de nom pour la **Manufacture d'Épinay** et revoir son mode de gouvernance et certaines de ses pratiques afin d'obtenir l'agrément entreprise de l'Économie sociale et solidaire. « Nous allons favoriser autant que possible les circuits courts, les produits issus de l'agriculture biologique et travailler en réseau avec les structures locales de l'ESS. » La PME spinnassienne envisage même de créer ou d'accueillir un Esat (Établissement et service d'aide par le travail). Un nouveau lieu, un nouveau nom, un nouveau projet... Bref, un nouveau départ pour cette entreprise qui relancera son activité en janvier prochain, après seulement 10 mois de travaux.

H.C.-T.



L'ouverture de la Manufacture d'Épinay est prévue début 2020.



Avec son Roc, Euromedia va désormais pouvoir réaliser ses images à distance.



EUROMEDIA : EN COULISSE DES GRANDS ÉVÉNEMENTS TÉLÉ

Implantée à La Plaine-Saint-Denis, **EUROMEDIA** assure la captation d'images, la réalisation et la production audiovisuelles de plus de 800 événements chaque année. La société vient d'inaugurer son **Roc**, une régie ultra moderne capable de réaliser et de diffuser des contenus audiovisuels à distance.

L'investissement du Président de la République, le concert du 14 juillet, la finale du Top 14, le Tour de France, les Jeux de Rio, la ligue 1 de Football, Solidays, le Salon du Livre ou encore la France a un incroyable talent... En coulisses de ces événements télé œuvre **EUROMEDIA**. Issue de la fusion de **EUROMEDIA** Télévision, de la SFP (Société française de production) et de VCF (Vidéo Communication France), la société audiovisuelle travaille pour de nombreuses chaînes de télévision et de médias. « Nous avons la responsabilité technique de la retransmission de ces événements », résume Gilles Monchy, secrétaire général de l'entreprise.

En route pour Tokyo 2020

La pression de l'événement, la société de Saint-Denis a appris à la surmonter. À tel point que l'entreprise s'est vue confier la retransmission des épreuves d'athlétisme, de basket et de hockey sur gazon, pour les prochains Jeux de Tokyo. Une reconnaissance internationale pour **Euro Media Group** quand on sait que le 100 m est la séquence la plus regardée à travers le monde. Pour en arriver là, l'entreprise s'est restructurée en fusion-

nant, dès 2007, avec **UBF Média Group**, une société néerlandaise, pour former **Euro Média Group**. La société quitte ensuite ses locaux de Bry-sur-Marne pour venir s'installer à La Plaine-Saint-Denis. Dans la foulée, le groupe abandonne ses activités de fiction et de cinéma, pour mieux se recentrer sur deux marchés : le sport et le divertissement télé. Un choix payant puisqu'il est aujourd'hui l'un des leaders en Europe et affiche un chiffre d'affaires de 365 millions d'euros.

Le Roc, réaliser et diffuser des images à distance

Si une bonne partie de l'activité d'**EUROMEDIA** est assurée par la retransmission des matchs de Ligue 1 de football, pour le compte de **Canal+**, la société a décidé de se tourner également vers des sports moins médiatisés. C'est ainsi qu'elle vient de développer son **Roc**, pour **Remote Operation Center**, une structure capable de recevoir et de réaliser des événements à distance sans déployer de régie mobile. « La captation d'images se fera toujours *in situ*, évidemment, mais l'intérêt de réaliser et de produire des contenus à dis-

tance est de faire baisser considérablement les coûts », explique Gilles Monchy. Sont particulièrement visées les fédérations sportives aux moyens limités ou les collectivités désireuses de diffuser des images d'événements qu'elles organisent. Désormais, grâce au **Roc**, la couverture et la retransmission d'un championnat de France de badminton ou d'un marathon régional devient accessible. Un marché en devenir sur lequel **EUROMEDIA** parie pour diversifier son action et ainsi moins dépendre des retransmissions liées au football, un secteur extrêmement concurrentiel et incertain. **EUROMEDIA** poursuit sa route et s'apprête, dans quelques semaines, à relever l'un des ses plus beaux défis, donner au monde entier de belles images des l'Euro 2020 et des Jeux de Tokyo.

H.C.-T.

* Vidéo Communication France

UNE ENTREPRISE DU TERRITOIRE

EUROMEDIA est signataire de la charte Entreprise-Territoire de Plaine Commune et se mobilise à ce titre, pour favoriser au recrutement local. Autre promesse de l'entreprise dionysienne, prendre régulièrement des stagiaires du lycée Suger de Saint-Denis, spécialisé dans les métiers du son et de l'image. Dans le même sens, l'entreprise se dit engagée dans une démarche RSE, visant « à favoriser les partenaires locaux, implantés sur Plaine Commune (...), en termes d'emploi, de formation, de collaboration ».

PARIS 2024, TOUTES CHAMPIONNES, TOUS CHAMPIONS : C'EST PARTI POUR LA PREMIÈRE PROMOTION

La première promotion du dispositif *Paris 2024, toutes championnes, tous champions* a été constituée le 18 octobre dernier. Un dispositif amènera 1 000 demandeurs d'emploi à pratiquer un sport et les conduira vers un véritable parcours de formation dans les secteurs d'activités portés par les Jeux 2024.

Le dispositif *Paris 2024, toutes championnes, tous champions* est une initiative conjuguée de Plaine Commune et la ville de Paris. Ensemble, elles ont répondu à l'appel à projets *100% inclusion*, lancé dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences et cofinancé par le Fonds social

européen. « Nous avons voulu flécher notre projet dans la perspective des Jeux 2024. Nous savons, notamment grâce à la cartographie des emplois Paris 2024 (voir encadré), qu'un certain nombre de métiers sont en tension », explique-t-on à Plaine Commune. L'originalité du projet est de proposer des parcours de formation à des demandeurs d'emploi et d'y associer des initiations sportives. « Le sport crée des solidarités entre les membres

d'une même promotion », assure-t-on à la direction de l'Emploi et de l'insertion de Plaine Commune. Un dispositif que 30 demandeurs d'emploi du territoire ont été les premiers à expérimenter lors d'un stage organisé à Houllgate (Normandie), du 18 au 20 octobre 2019. Trois jours d'initiation sportive avant d'entamer 16 mois de formation en alternance dans les métiers du bâtiment (voirie et réseau divers) au sein d'une entreprise locale. Une autre session de formation sera programmée en janvier prochain dans les métiers de la sécurité. Avec ce dispositif de formation, Paris et Plaine Commune disposeront de 5 millions d'euros pour former quelque 1 000 demandeuses et demandeurs d'emploi dans des métiers en tension d'ici 2024.

H.C.T.

La cartographie des emplois Paris 2024

Présentée en avril dernier, cette étude, commandée par l'organisation de Paris 2024 et réalisée par un cabinet indépendant, estime que 150 000 emplois seront induits par les Jeux olympiques et paralympiques d'ici à 2024. Des opportunités d'emplois que l'étude détaille en dégagant un certain nombre de métiers ou de secteurs d'activités en tension. Ainsi, selon l'étude, les métiers de la construction (11 700 emplois espérés), de la restauration (13 400), des transports (8 000) ou encore de la sécurité (30 200 emplois attendus) seraient les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois.

Les demandeurs d'emploi intéressés par le dispositif Paris 2024, toutes championnes, tous champions : ils peuvent s'inscrire sur le site internet : www.maisonemploi-plainecommune.fr ou contacter
Thanina Ould Younes au 01 71 86 36 79
ou alors Claire Vivien au 01 55 93 56 73.



La première promotion de Paris 2024 : toutes championnes, tous champions lors d'un stage d'initiation sportive à Houllgate, en Normandie.

TRANSPORTS

VELIB' ET VÉLIGO POURSUIVENT LEUR DÉPLOIEMENT



© A. LONGEAUD

28 stations Vélib' à terme sur le territoire

Vingt-deux stations Vélib' sur les vingt-huit prévues sur le territoire sont ouvertes et accessibles au public. Combinant vélos classiques et vélos électriques, le service est disponible dans les villes d'Aubervilliers et Saint-Denis. Aujourd'hui, le service Vélib' compte onze stations à Saint-Denis et onze à Aubervilliers. À Saint-Denis, les dernières stations prévues sont en cours de finalisation à l'université Paris 8, dans la rue Gabriel Péri et sur la place du Caquet. Idem à Aubervilliers pour les rue Charles De Gaulle et Waldeck Rochet / Germaine Tillon. Dans la plupart des cas, ce sont les délais liés aux raccordements électriques qui constituent la cause du retard observé pour la mise en service.

Véligo poursuit son déploiement

Véligo est un service de parking de vélo sécurisé via des consignes fermées. Déployé autour des gares SNCF, il est disponible sur abonnement. Il en existe cinq à ce jour sur le territoire, dans les gares d'Épinay-Villetaneuse, Saint-Denis, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve-Aubervilliers, La Plaine Stade de France

et Saint-Denis Université. Quatre nouveaux parkings de ce type ouvriront en 2020 à Dugny, La Courneuve (T11), Stains La Ceresaie (T11), Stade de France Saint-Denis (RER D) et Pierrefitte-Stains (T11).

Prolongement du T8

Janvier, début des études techniques

Le projet de prolongement du T8 prévoit de relier les stations de métro Saint-Denis/Porte de Paris (ligne 13), Front-Populaire (ligne 12) et les gares du RER B (La Plaine/Stade de France) et du RER E (Rosa-Parks) en seulement 21 minutes. Le tracé comporte actuellement 9 stations, dont une station très attendue à proximité du nouveau Campus Condorcet. Le projet entrera en janvier dans sa phase d'études techniques (financées à 12,8 % par Plaine Commune) pour une période d'un an. Les travaux, quant à eux, débuteront après l'enquête publique, c'est-à-dire en 2021. Mise en service du T8 prévue vers 2030-2031. La station Pressencé, d'abord inscrite au projet initial, a été placée à titre conservatoire par Ile-de-France mobilités c'est-à-dire qu'elle pourrait être construite une fois le prolongement en service.



Et si vous profitez de la pause-déjeuner pour nourrir votre curiosité ?

Faire du shopping solidaire ?



Lieu incontournable pour dénicher, à prix imbattables, des vêtements neufs et des accessoires de marques partenaires. La Boutique engagée est bien plus qu'un simple magasin. Les achats effectués permettent en effet de financer les actions menées par l'association Charity Shop solidaire pour aider les femmes en situation de précarité à se reconstruire et à se réinsérer dans la société.

La Boutique engagée - 5, allée Caquineau à Épinay-sur-Seine

Ouvert toute l'année, du lundi au samedi de 10h à 13h et de 14h30 à 18h30. Ouverture possible après 13h en appelant les bénévoles de la boutique au 01 58 34 08 76.

Plus d'infos sur www.charityshopsolidaire.fr

La Foire des savoir-faire solidaires de Saint-Denis, du 13 au 22 décembre 2019, parvis de la Basilique, offre également une belle opportunité faire faire ses emplettes de Noël.



plus d'infos sur www.foiresavoirfaire.com



DERICHEBOURG

UNE FORCE AU SERVICE DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT

